
Intervention de Merlin (de Thionville) et d'un autre membre sur la lettre des représentants en mission près de l'armée du Rhin proposant de saisir les subsistances trouvées en pays ennemi, lors de la séance du 19 nivôse an II (8 janvier 1794)

Antoine Christophe Merlin de Thionville

Citer ce document / Cite this document :

Merlin de Thionville Antoine Christophe. Intervention de Merlin (de Thionville) et d'un autre membre sur la lettre des représentants en mission près de l'armée du Rhin proposant de saisir les subsistances trouvées en pays ennemi, lors de la séance du 19 nivôse an II (8 janvier 1794). In: Tome LXXXIII - Du 16 nivôse au 8 pluviôse An II (5 au 27 janvier 1794) pp. 121-122;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1961_num_83_1_35681_t2_0121_0000_6

Fichier pdf généré le 15/05/2023

Les éléments sont d'accord avec nous pour faire la guerre aux traîtres; Le Rhin vient d'engloutir cinq cents émigrés qui fuyaient de Wissembourg pour aller rejoindre l'armée délabrée de Condé. (*Applaudissements*).

Les officiers municipaux et le commandant de Lauterbourg ont osé nous demander une amnistie pour les habitants de cette ville qui ont suivi les infâmes Autrichiens dans leur fuite. Notre réponse a été de les faire arrêter eux-mêmes, et leur conduite sera examinée de manière à faire connaître aux lâches et aux traîtres qu'ils n'ont que la mort à attendre de la république. (*Applaudissements*).

Philippe Petit, maréchal-des-logis dans les hussards de la Liberté, qui a tué un prêtre émigré, vous envoie l'argent (1), le calice de ce coquin pour en faire tuer d'autres. On trouve sur tous les chemins des cervelles d'émigrés qu'ils se sont fait sauter eux-mêmes de désespoir. *Vive la république!* »

BAUDOT et LACOSTE.

« P.-S. du 15 nivôse. A l'instant, chers collègues, nous recevons une nouvelle de la plus grande importance; le fameux poste de Kaiserslautern est en notre pouvoir. *Vive la république!* »

La lecture de cette lettre est très souvent interrompue par de vifs applaudissements et des cris de Vive la République! tant par les membres de la Convention que par les citoyens des tribunes.

Un membre [MERLIN (de Thionville)] observe que, pour anéantir les despotes, il faut leur ôter le moyen de nuire à la République. « Lorsqu'ils ont souillé le territoire de la liberté, ils ont enlevé les vivres, les chevaux, & n'ont laissé au malheureux laboureur qu'un peu de pommes de terre pour vivre. A mesure, a-t-il dit, que les armées républicaines s'avanceront dans le pays ennemi, faisons retirer sur le derrière tout ce qui peut nous servir. »

Il demande le renvoi de la proposition au comité de salut public (2).

MERLIN (de Thionville). Je demande la parole sur la lettre de l'armée du Rhin. Citoyens, si l'année dernière nos succès n'ont été qu'éphémères, si nous avons été repoussés avec autant de promptitude que nos triomphes avaient été étonnants, nous devons l'attribuer sans doute à la perfidie des généraux qui trahissaient alors la république, trop généreuse et trop confiante, et à notre système de philanthropie universelle et cosmopolite. *Salus ex inimicis nostris*. Recevons une leçon de nos ennemis. Les Prussiens, maîtres d'une partie de notre territoire dans les départements du Rhin et de la Moselle, n'ont rien laissé aux cultivateurs; chevaux, voitures, bestiaux de toute espèce, munitions de bouche et de guerre, ils prirent tout, ils firent même rentrer dans l'intérieur de leurs terres vos ré-

(1) P.V., XXIX, 105.

(2) P.V., XXIX, 74. Minute de la main de Merlin (C 287, pl. 855, p. 8). Copie dans AF_{II} 28, pl. 226, p. 61. (Cette copie comporte les variantes suivantes: ligne 2: « ôter tous les moyens de nous nuire; il faut faire ce qu'ils ont fait lorsqu'ils ont souillé le sol de la Liberté »; ligne 5: « vivre à mesure, a-t-il dit, que les armées... »; ligne 6: « les dernières »).

quisitions de citoyens; aujourd'hui, servons-nous des mêmes moyens contre eux, et la liberté règne pour jamais en vainqueur sur les tyrans du monde. Voulons-nous sincèrement être libres; mettons nos ennemis hors d'état de nous ravir encore nos avantages. Eh bien! c'est en leur ravissant les moyens de continuer la guerre que nous y parviendrons; que nos armées s'avancent dans le pays des despotes, prenons leurs villes, j'y consens, mais qu'à l'instant leurs fortifications, leurs casemates, leurs mines aillent effrayer les nues avec leurs ruines; que le Rhin, coulant dans ces abîmes nouveaux, y fasse des lacs qui disent à la tyrannie quelle est notre force et notre politique. A la tête de la France entière, de cette armée de toute la nation appuyée sur ses armes, la Convention nationale défendra de rétablir des fortifications, qui, sans effrayer des hommes libres, peuvent donner des inquiétudes à un peuple qui a le droit de s'en dégager. Je veux être Français, républicain libre et toujours libre; avant de vouloir donner la liberté à d'autres, je veux jouir de la constitution, qui ne peut faire mon bonheur que quand je jouirai de la paix, que quand les lois révolutionnaires ne seront plus indispensables. Je ne suis point Anarcharis, j'aime exclusivement mon pays; qu'il soit heureux avant que nous nous occupions de la politique des autres. Ne vous y trompez pas, mes collègues; façonnés au joug, les habitants de la Germanie préfèrent sa chaîne, son apathie, à la liberté, le calme de la servitude aux orages de la liberté. Il y a peu de patriotes en Allemagne, et leur sort jusqu'ici n'engage pas les autres à se déclarer; l'expérience force ma véracité à vous tenir ce langage. Soyons heureux chez nous, c'est le moyen de révolutionner les autres peuples en leur faisant envier notre sort.

Je crois donc que notre système actuel doit être celui-ci: rentrons tous ce qui peut servir à nos ennemis dans l'intérieur de la république, chevaux, bestiaux, fer, or, argent, munitions de bouche et de guerre, que tout cela vienne nous servir à prendre les citadelles de nos ennemis; faisons sauter leurs fortifications autour de nous; défendons-leur de les rétablir; restons fermes sous nos armes et sur nos charrues; jouissons de nos avantages, du bonheur et de la constitution; et si l'on ose nous troubler, alors nous porterons le fer et la flamme jusque sur les trônes, parce que rien ne pourra nous arrêter. Attenter à la liberté d'un peuple est le plus grand des forfaits: le fer et le feu sont donc le moyen juste de punir les coupables; les peuples s'en plaindront, eh bien! qu'ils abattent leurs rois! Je demande que chacun de nous médite ces observations; et si l'on nous propose d'étendre le territoire de la république, que l'on soit en état d'en faire de nouvelles. Au surplus, j'approuve la conduite de mes collègues Lacoste et Baudot, et je demande le renvoi de leur lettre au comité de salut public. Je désire qu'il approuve mes réflexions et que telle soit sa politique. Je le répète, mon expérience me dit que c'est la seule sûre et la seule capable d'amener le bonheur et la paix publique. (1)

(1) *Mon.*, XIX, 162. Mention ou extraits dans *Débats*, n° 476, p. 273; *C. univ.*, 21 niv., p. 3; *J. Lois*, n° 468; *J. Sablier*, n° 1064; *M.U.*, XXXV, 316; *C. Eg.*, n° 509, p. 68; *Abrév. univ.*, p. 1499; *Batave*, p. 1323; *J. Fr.*, n° 472; *J. Perlet*, p. 315; *J. Paris*, p. 1506; *Mess. soir*, n° 509.

UN MEMBRE. Cela a déjà été dit au comité de salut public, et les mesures proposées par Merlin sont exécutées; chaque jour on fait revenir sur les derrières les approvisionnements réunis par l'ennemi, et pris par les républicains (1). J'ai vu Gaubert, commissaire des guerres à l'armée de la Moselle; il m'a dit que cette armée étoit parfaitement disciplinée: tout ce que les soldats ont pris, a été remis entre les mains des agens de la république. Un chasseur du 19^e régiment revenoit chargé d'or et d'argent, et disoit, en le remettant dans les magasins de la république, que les défenseurs de la patrie n'en avoient pas besoin; qu'ils étoient assez récompensés puisqu'ils avoient servi leur pays (2).

La demande de [MERLIN (de Thionville)] est décrétée (3).

54

Le citoyen Gaubert, commissaire civil à l'armée de la Moselle, paroît à la barre, & donne de nouveaux détails sur la victoire remportée par les armées françaises. « La montagne de Kiersberg, dit-il, est un pic que l'on avoit hérissé de vingt-sept redoutes, garnies d'un grand nombre de bouches d'airain, vomissant un feu d'enfer. Le combat commença dès les sept heures du matin, & dura jusqu'à dix heures du soir. Hoche, & les républicains qu'il commandoit, ont arraché de leurs redoutes, par les cheveux, les Autrichiens à qui elles servoient d'asyle; en trois quarts d'heure ils leur ont pris quarante-deux pièces de canon; (4) l'ennemi fut mis en déroute (*Vifs applaudissements*); les troupes de la République l'ont poursuivi pendant la nuit & le jour suivant, & lui ont fait faire vingt-une lieues. Les soldats n'avoient qu'un peu de pain, & n'ont rien mangé pendant tout ce temps. (*Applaudissements.*) L'ennemi a perdu au moins trois mille hommes.

Le général Hoche avoit donné ordre à un colonel qui entroit à Wissembourg, de s'emparer de Condé & de 4,000 émigrés à ses ordres qui étoient dans la ville; le colonel le laissa échapper avec sa troupe: le général l'a fait mettre en arrestation [pour n'avoir pas obéi (*Applaudit*). 5 à 600 émigrés ont été pris. 500 traversaient le Rhin; ils ont été engloutis comme on vous l'a dit] (5). La victoire & la déroute eussent été complètes, si le perfide colonel n'eût pas désobéi.

Remarquez, représentans du Peuple, qu'au moment où les défenseurs de la Patrie entrèrent dans Spire, aucun ne quitta le rang, quoiqu'il y eût devant eux un grand nombre de tonneaux d'or: vrais républicains, ils ne s'occupèrent qu'à tuer des ennemis (6). Nous venons de conquérir de quoi alimenter nos armées

(1) *C. univ.*, 21 niv., p. 3.

(2) *Débats*, p. 274.

(3) *P.V.*, XXIX, 74.

(4) « Hoche avait formé un bataillon carré dont il avait donné le commandement à Lefebvre. Une nombreuse cavalerie vint l'attaquer mais elle tenta vainement de l'entamer » (*Débats*, p. 274).

(5) *Débats*, p. 274.

(6) « Les représentans du peuple avoient arrêté que celui qui rapporteroit de la bataille un fusil de l'ennemi, auroit une indemnité de 15 liv. Il est rentré presqu'ausitôt six mille fusils dans nos magasins. Je crois pouvoir vous assurer que main-

pendant trois mois & demi: Landau & Strasbourg sont complètement approvisionnés, par les mesures qu'ont prises les représentans du Peuple pour faire retirer du pays ennemi ce que nous y trouvions en approvisionnements. »

Ce récit reçoit les plus vifs applaudissemens.

[Le président répond] (1) & les honneurs de la séance sont accordés au citoyen Gaubert (2).

55

Un membre du comité de la guerre fait un rapport, à la suite duquel il présente un projet de décret sur l'embrigadement de l'infanterie à la solde de la République (3).

tenant nous en avons 25 mille en notre pouvoir. Nous avons déjà pris dix mille sabres » (*Débats*, p. 274).

(1) *J. Perlet*, p. 316.

(2) *P.V.*, XXIX, 75. Minute du *P.V.* (C 287, pl. 855, p. 8). Texte du *Mon.* (XIX, 163): « Le commissaire des guerres Gobert est admis à la barre: Citoyens représentans, je demande à vous faire part de plusieurs faits qui se sont passés à la montagne de Kirchberg. Cette montagne est connue d'une foule de députés. C'est un pic que les Autrichiens avoient hérissé de vingt-sept redoutes, garnies de tonnerres. L'attaque qu'en ont faite les républicains a commencé à sept heures du matin et a duré jusqu'à huit heures du soir. Ils ont emporté quarante-deux pièces de canon en trois quarts-d'heure; je les ai vus enlever des Autrichiens par les cheveux et les faire rouler en bas de la montagne. Les soldats de la république ont formé un bataillon carré que la cavalerie autrichienne a voulu rompre, mais vainement; c'est elle qui a été mise en déroute. Nos troupes ont poursuivi l'ennemi une nuit et un jour, c'est-à-dire pendant vingt-et-une lieues. Les soldats n'ont, durant cet espace de temps, mangé qu'un peu de pain que chacun avait dans sa poche. Le général avait donné ordre à un colonel de prendre le prince de Condé, enfermé à Wissembourg avec quatre mille émigrés. Ce traître n'a pas fait son devoir; la victoire eût été des plus complètes s'il eût obéi. Il est arrêté; six cents émigrés ont été pris, outre les cinq cents noyés dans le Rhin, suivant la lettre. Au moment où les troupes de la république sont entrées à Spire, il y avait de nombreux trésors, rien n'a été pillé ni détourné. Vrai républicain, le soldat français ne s'est occupé qu'à tuer les ennemis. Les représentans du peuple ont pris un arrêté qui a produit le meilleur effet. Ils ont écrit sur un tambour que tout soldat français qui rapporterait un fusil autrichien recevrait 15 liv. On en a deux mille cinq cents. Nous avons de quoi approvisionner notre armée pendant trois mois aux dépens de l'ennemi. Par les mesures que les représentans du peuple ont prises, la ville de Landau va, ainsi que celle de Strasbourg, être abondamment fournie de toutes les provisions nécessaires. » (*On applaudit.*)

Mention ou extraits dans *M.U.*, XXXV, 316; *J. univ.*, p. 6646; *Ann. patr.*, n° 373, p. 1678; *C. Eg.*, n° 509, p. 68; *J. Mont.*, n° 58, p. 463; *J. Sablier*, n° 1064; *C. univ.*, 20 niv., p. 4; *Ann. R.F.*, n° 40; *Antiféd.*, p. 365; *Batave*, p. 1327; *J. Fr.*, n° 472; *Audit. nat.*, n° 473; *J. Paris*, p. 1506.

(3) D'après le *Journal de Sablier* (n° 1065) ce membre serait Briez: « Briez, rapporteur du comité de la Guerre, propose un long projet de décret tendant à changer l'organisation actuelle de l'armée, à substituer par exemple la forme des bataillons à celle des brigades et à laisser aux généraux le soin de former les grands corps quand ils seraient utiles ». Il semble bien que ce rapport soit celui de Cochon de Lapparent (voir p. suiv., note 1). En tout cas le texte du *P. V.* est peu clair.